

Fureur dans le cargo, tout chamboulé par ADM

LAURIER CLOUTIER

Fureur dans l'industrie du cargo, au lendemain de la décision de la société Aéroports de Montréal (ADM) qui chamboule toutes les activités. Plusieurs compagnies d'entreposage de marchandises exigent des compensations pour leurs pertes importantes à éponger à Mirabel, en plus d'attendre de l'aide avant de se réinstaller à Dorval. Des transporteurs aériens avouent de leur côté qu'ils devront discuter sérieusement avec ADM, afin de savoir où ils s'en vont.

ADM a décidé de concentrer à Mirabel les appareils tout-cargo mais, petit problème, les trois quarts des marchandises arrivent à Montréal dans les soutes des avions de passagers. Le transfert, de Mirabel à Dorval, de 20 vols de gros porteurs internationaux par semaine fait perdre des activités de fret au pre-

mier et en ajoute autant au deuxième. Des entrepôts de marchandises de Mirabel se videront alors qu'on risque de manquer de locaux à Dorval. Comme ADM n'a pas informé encore ces entreprises de ce qu'elle leur réserve, les questions fusent, sans réponse. « On ne sait pas ce qui va se passer », déclare Sylvain Lacelle. Ce directeur de SEB Cargo réalise 95 % de son chiffre d'affaires à Mirabel, à partir du fret contenu dans les soutes de vols internationaux, transférés à Dorval. « Que va-t-on faire de notre entrepôt d'un million ? Il n'a plus aucune valeur. Mes clients s'en vont à Dorval. De leur côté, plusieurs concurrents et des transporteurs avec leurs propres entrepôts viennent de renouveler leur bail pour cinq ans et se retrouvent dans la même situation », dit M. Lacelle. SEB Cargo veut qu'ADM compense toutes ses pertes à Mirabel et l'aide à se reconstruire à Dorval. « Nos coûts grimperont de 40 à 50 % si on loue des lo-

caux à Dorval. » Selon le répertoire 95 d'ADM (page 42), Aero Term possède de son côté des locaux de 500 000 pieds carrés pour l'entreposage de marchandises à Mirabel et autant à Dorval. Avec un million de pieds carrés, Jeffrey Chambers préside la plus importante firme d'entrepôts de fret des deux aéroports. Aero Term ne veut pas dire ce qu'elle fera de ses installations vidées ni confirmer, officiellement, qu'elle demanderait des compensations financières. Elle loue ses terrains d'ADM mais n'a pas vu son président, Jacques Auger, depuis la décision. « On espère que le cargo augmentera au total. On travaille à la croissance de Montréal », dit une source d'Aero Term. « Air France devra discuter du cargo avec ADM, déclare par ailleurs son porte-parole, André Boily. Ce n'est pas une mission impossible car ADM est très ouverte. »

Tous les gros réactés d'Air France se posent aujourd'hui à Mirabel, où elle concentre tous ses locaux d'entreposage. « L'été, 12 Boeing 747 d'Air France atterrissent chaque semaine à Mirabel, 40 % de plus qu'avant, alors que d'autres transporteurs quittent pour Toronto. Chacun de ces B-747-400 contient 18 tonnes de fret. C'est 70 % de tout notre cargo qui arrive par ces vols, transférés à Dorval. Les quatre à cinq tout-cargo par semaine, qui restent à Mirabel, n'apportent que 20 % des marchandises. » La directrice d'ADM, Nathalie Hamel, « comprend l'industrie du cargo car tout le monde est un peu surpris. On va les rencontrer. On n'en est pas aux compensations toutefois. On n'a pas toutes les réponses. Le cargo va manquer d'espace à Dorval et il faudra y voir. » Le vice-président aux opérations et au marketing, Paul Benoit, se refuse à discuter de compensations et d'aide fi-

nancière par les médias : « On va tout faire pour les aider à Mirabel. Si on manque d'entrepôts à Dorval, on va en construire. D'abord, il faut sauver la maison, qui est en train de brûler. » Plusieurs transporteurs dont Canadien ont quitté pour Toronto et les ruineurs se multiplient. Après son départ, on a obtenu de Lufthansa six B-747 cargo américains pour Mirabel, avec 600 tonnes par semaine. D'Air France, quatre B-747 cargo de Toronto pour Mirabel. On a agrandi car Mirabel ne suffisait plus. Je ne serais pas du tout surpris de voir revenir des transporteurs. » Pour sa zone franche, Paul Benoit ne craint pas tant la « Winnport » de Winnipeg, qui part de zéro, que celle de Plattsburg. « La Clinton County Development Corp se prétend déjà la zone franche de Montréal. » « Ça nous dérange. Il est temps de bouger », conclut Nathalie Hamel.

La Bourse de New York repart à la hausse

Selon Reuter et PC

La Bourse de New York a suivi hier une orientation exactement à l'inverse de la veille, au point que le « coupe-circuit » a dû être actionné deux fois, en raison d'un gain de plus de 50 points du Dow Jones qui termine finalement en hausse de 1,05 %.

L'indice gagne 57,44 points à 5515,97. On dénombre 1491 hausses contre 792 baisses dans un volume de 433,3 millions de pièces. Comme la veille, le président de la Réserve fédérale Alan Greenspan est à l'origine du mouvement des cours. Mais à la différence de mardi, les courtiers ont vu dans ses propos la possibilité d'une nouvelle détente des taux en mars. « C'est un marché bizarre. Greenspan a été le prétexte pour faire chuter les obligations hier et, aujourd'hui, il l'est pour la hausse », commente un analyste de Prudential Securities. Les cours demeuraient par contre en baisse au terme d'une séance active, à la Bourse de Toronto. L'indice TSE 300 a cédé 2,67 points à 4961,15. A la Bourse de Montréal, entre temps, les cours étaient variés dans une forte activité. L'indice XXM a gagné 6,92 points à 2415,44. En tout 18 686 083 actions ont changé de main contre 24 624 977 mardi.

INDICES	VALEUR	VAR. JOUR	AN.
MONTREAL	2408,52	-37,68	-1,54%
TORONTO	4963,80	-62,57	-1,24%
NEW YORK	5458,53	-44,79	-0,81%
MEXIQUE	2904,41	-71,03	-2,39%
DOLLAR	72,33 cents US	0,15	0,21%
OR	399,00 \$US	-6,00	-1,48%
PETROLE	21,05 \$US	1,91	9,98%

DOSSIER

Hydro-Québec a deux maladies : sa dette et ses contrats secrets



RUDY LE COURS

La dette, cette gangrène qui ronge l'État québécois, a désormais gagné son bras le plus puissant, Hydro-Québec. Le patient n'en est pas encore au stade de l'amputation mais plusieurs doses d'un médicament radical paraissent nécessaires.

Hydro-Québec s'estime chanceuse. Contrairement aux sidéens, le remède est bel et bien connu. Il s'appelle : hausses tarifaires concentrées sur sa clientèle la moins rentable. Et qui est-elle ? Eh ! bien, vous avez deviné juste, c'est vous et moi. « La hausse de tarif vise à baisser la dette de notre patrimoine collectif », insiste en entrevue Yvon Martineau, le président du conseil qui aime beaucoup notre grand malade et qui entend bien obtenir la semaine prochaine en commission parlementaire que le gouvernement lui prescrive la médecine dont il a besoin.

La hausse de tarif de 4,7 % pour la clientèle résidentielle et de 1 % pour l'industrielle semble difficilement acceptable à première vue. M. Martineau, un avocat brillant et au charme indiscutable, a certainement plaidé plusieurs causes difficiles et négocié des contrats bien complexes dans sa vie. Cette fois-ci, il paraît disposé à gagner encore. L'argumentation qu'il étayera n'est pas dénuée de fondement même si à la manière des grands avocats il mettra en relief davantage les faits favorables à sa cause. Nous tenterons quant à nous de mettre la lumière là où M. Martineau préfère sans doute les clair-obscur.

Le virus : l'interfinancement
Aidons-le à dresser le décor. La société d'État a dégagé des profits de 667 millions en 1994 mais de seulement 390 millions en 1995, en raison à la fois des faibles hausses de tarif et de l'entrée en service de nouvelles centrales qui servent en bonne partie — nous devons-nous de préciser — à alimenter des entreprises énergivores détentrices de contrats secrets grâce auxquels elles payent leur électricité moins cher que ce qu'il en coûte pour la produire avec ces nouveaux équipements. La population, lourdement touchée par la récession et des hausses de salaires inférieures à l'inflation, a sans doute oublié que pour 1993, 1994 et 1995, les hausses de tarifs obtenues ont été de 1,5, 1,0 et 0,0 %, soit moins que l'inflation, pourra-t-il arguer. Pourtant, ces faibles hausses de tarifs ont eu des effets sur la santé financière de la société d'État. Et le tarif résidentiel est celui qui génère le moins de profit. Autrement dit, pour des raisons historiques, ce sont les clientèles institutionnelle et industrielle (à l'exception des détentrices de contrats secrets) qui ont surtout contribué à générer des profits alors que la clientèle résidentielle recevait un signal de prix inférieur à la valeur de l'électricité qu'elle



Le président du conseil d'Hydro-Québec Yvon Martineau soutient qu'il faut faire un effort pour rétablir la santé de « notre patrimoine collectif ».

consommait. Force est de constater aujourd'hui que le secteur résidentiel qui représente trois millions de clients sur 3,5 millions ne contribue au bénéfice net de la société que peu, sinon plus du tout, démontrera le président d'Hydro-Québec. Ce, même si, ajouterons-nous, le chauffage électrique pour les résidences unifamiliales reste le plus cher, devant le gaz et le mazout, selon le dernier bulletin *En Primeur* du ministère des Ressources naturelles. Bref, c'est déjà très cher de se chauffer à l'électricité mais ce ne l'est pas assez pour rétablir et assurer la santé d'Hydro-Québec. Pas assez, opinera Me Martineau, parce qu'en 1992 la clientèle résidentielle qui consommait 41,5 % de l'élec-

tricité vendue contribuait à hauteur de seulement 17 % des bénéfices. En 1995, la consommation résidentielle représentait 38 % des ventes d'Hydro-Québec mais seulement 7,9 % de ses profits. Si la hausse tarifaire proposée était acceptée intégralement, en 1996, la société d'État prévoit que les portions passeraient respectivement à 38,1 et 17,7 %. Bref, on reviendrait à peu près à la situation de 1992. Si la hausse accordée pour le secteur résidentiel était de zéro, le secteur résidentiel contribuerait à raison de 6,9 % aux profits, seulement. Me Martineau pourra déployer une nouvelle argumentation si ces chiffres

L'AIAPQ favorable à la création d'un registre central des polices d'assurance-vie

PAUL DURIVAGE

L'Association des intermédiaires en assurance de personnes du Québec (l'AIAPQ) appuie la création d'un registre central des polices d'assurance-vie.

« Les sommes en jeu sont très importantes et ne bénéficient pas aux consommateurs qui trop souvent ignorent l'existence de ces avoirs », affirme le président de l'AIAPQ, M. Denis Savard. Depuis la directive de novembre 1995 du Curateur public, une partie de ces avoirs est canalisée vers le fonds consolidé du gouvernement du Québec, mais cette mesure est certainement incomplète.

L'AIAPQ a déjà fait des recommandations à cet effet dès 1993 et entend y revenir auprès des instances gouvernementales intéressées pour hâter une intervention adéquate. Le Service d'aide aux consommateurs, un petit mais influent organisme de Shawinigan, mène des démarches pour instaurer un registre central visant à informer la succession des prestations dues. Le service dirigé par Mme Madeleine Plamondon doit rendre public bientôt une étude sur le sujet. La Presse en révélait les grandes lignes, lundi. L'AIAPQ souscrit globalement aux préoccupations du Service d'aide aux consommateurs et maintient avec lui qu'un système informatisé, simple et facile d'accès, constituerait la source d'information la plus appropriée et efficace, dans un contexte « inquiétant » de multiplication des protections d'assurance-vie dans de nouveaux réseaux de vente directe, notamment. L'association professionnelle endosse également la suggestion de n'inscrire au registre que les numéros de polices et les noms des titulaires et de restreindre la consultation du fichier, afin d'assurer la protection de la vie privée et des renseignements confidentiels.

Entre temps, l'Association des compagnies d'assurance de personnes (l'ACCAP) peut aider le consommateur à retracer l'existence d'une police d'assurance-vie. Ces recherches restent toutefois incomplètes car l'association ne regroupe actuellement que 91 assureurs alors que plus de 140 sociétés d'assurance de personnes font affaires au Canada. Le Bureau d'informations médicales est une autre bonne source d'informations, bien qu'encore incomplète, pour les héritiers ou bénéficiaires d'une police d'assurance-vie. Le Bureau possède de des dossiers sur 1,5 million de titulaires d'assurance-vie individuelle ou collective au Canada et connaît l'identité des compagnies qui ont fait une demande sur un assuré au cours des deux dernières années.

Partagez une vision du futur... PLANIFIEZ POUR EN PROFITER PLEINEMENT

Grâce à une planification financière intelligente et à des placements avisés, vous pouvez brosser le tableau d'un brillant avenir. Surtout si vous avez l'assistance du Groupe de planification financière DPM, la compagnie indépendante de planification financière qui croît le plus rapidement au Canada. Nous vous aiderons à bâtir votre richesse avec des placements provenant de la famille de fonds G.T. Global. Cette compagnie vous offre une vision unique du futur dans les infrastructures et les télécommunications à travers le monde. Les prévisions dépassent le trillion de dollars en termes d'investissement dans ces secteurs, au cours des cinq prochaines années.

Admissibles au contenu étranger du REÉR

Grâce au Fonds infrastructure mondiale et au Fonds télécommunications mondiales de G.T. Global, vous participez à cette croissance en pleine expansion. Partagez cette vision de la croissance avec les fonds mutuels G.T. Global.

Les prospectus simplifiés de G.T. Global contiennent des informations importantes sur leurs fonds mutuels. Procurez-vous des exemplaires auprès du Groupe de planification financière DPM et consultez-les attentivement avant d'investir.

IGT GT Global Un membre du Liechtenstein Global Trust

GRATUIT! QUANTITÉS LIMITEES

Aide-mémoire 95-96 pour vos impôts (514) 630-7500

POUR PLUS DE RENSEIGNEMENTS, COMPOSEZ:

Communiqué

Par suite de la fusion des opérations de la Financière Manuvie et de La Nord-américaine, Bryce Walker, vice-président principal de l'Assurance collective Financière Manuvie, et Andy Clark, vice-président, Ventes, Collective, sont heureux d'annoncer, aux bureaux de Montréal, les nominations de Pierre Barbeau au poste de directeur régional, Collective, Québec, de Claude Hamel au poste de directeur des ventes, Collective, et de Michel Legault au poste de vice-président adjoint, Opérations régionales de la Collective.

Auparavant directeur régional à La Nord-américaine, M. Barbeau compte plus de 26 ans d'expérience en assurance collective. M. Hamel était jusqu'à tout récemment directeur des ventes au bureau de La Nord-américaine à Montréal. M. Legault, qui possède plus de 25 ans d'expérience en assurance collective, a notamment fait carrière, avec succès, à la Confédération Vie; les fonctions règlements, tarification et administration, dédiées à nos clients du Québec, bénéficieront de son expertise.



Pierre Barbeau Claude Hamel Michel Legault

Par suite de la fusion, la Financière Manuvie est aujourd'hui la plus grande compagnie d'assurance au Canada; elle possède un actif consolidé de plus de 46 milliards de dollars et ses produits d'exploitation dépassent les 10 milliards de dollars. En tant que plus important souscripteur d'assurance collective vie et maladie du Canada, la Financière Manuvie offre une protection à quelque 8 300 groupes et à plus d'un million de Canadiens. Forts de notre expérience dans les marchés des petites, moyennes et grandes entreprises, nous sommes en mesure de fournir des produits d'assurance collective à des groupes de toutes tailles.

Pour communiquer avec notre bureau de la Collective du Québec, situé au 2000, rue Mansfield, bureau 500, Montréal, composez le (514) 288-6268.

Financière Manuvie

La Compagnie d'Assurance-Vie Manufacturers

Noël 1995: rien de réjouissant dans les ventes au détail

Presse Canadienne
OTTAWA

■ Les ventes au détail n'ont presque pas bougé durant la période des Fêtes, a indiqué hier Statistique Canada.

Les ventes dans les magasins ont légèrement augmenté de 0,1 pour cent en décembre dernier, par rapport à novembre, pour atteindre 17,6 milliards \$. Ces résultats représentent néanmoins une baisse de un pour cent comparativement à décembre 1994.

Les ventes ont progressé dans certains secteurs dont ceux des médicaments (1,1 pour cent), de l'alimentation (un pour cent) — qui avait connu un déclin durant deux mois consécutifs — et de l'automobile. Les ventes ont par ailleurs été plutôt faibles dans les magasins de vêtements et de meubles.

La hausse des ventes enregistrée en 1995 est attribuable en grande partie au secteur de l'automobile (concessionnaires, stations-service, détaillants de pièces et de services), qui s'est emparé de 35 pour cent du total

des ventes au détail. Ce secteur a connu une progression de 3,3 pour cent de ses ventes en 1995, ce qui représente néanmoins une forte baisse par rapport à la hausse de 10 pour cent en 1994.

Après une bonne performance en 1992 et 1993, les ventes des pharmacies ont diminué en 1995. Elles avaient commencé à ralentir en 1994 et ont chuté de 1,6 pour cent en 1995, à cause principalement des changements dans le marché. « Parmi les facteurs qui ont entraîné le ralentissement du secteur, on retrouve les lois provinciales qui interdisent aux pharmacies de vendre des produits du tabac ainsi qu'une concurrence féroce de la part des magasins d'escompte et des supermarchés pour la vente de divers produits pharmaceutiques », explique l'agence fédérale.

Au Québec, en 1995, les ventes des détaillants ont diminué de 1,1 pour cent et ce, après trois années de hausses successives. Les secteurs de l'alimentation, des médicaments et de l'automobile ont été les plus importants facteurs du déclin.

C'est dans l'Ouest canadien que les ventes au détail ont connu la plus forte hausse l'an dernier. Ces dernières ont augmenté de 3,7 pour cent, soit plus que la moyenne nationale de 2,1 pour cent. Dans les provinces de l'Atlantique, les ventes ont progressé de 0,9 pour cent.

Le taux d'escompte ne variera plus chaque semaine

Presse Canadienne
OTTAWA

■ Rompant avec une tradition vieille de 15 ans, la Banque du Canada établira dorénavant son fameux taux d'escompte selon de nouvelles modalités, et l'indicateur ne variera plus chaque semaine mais périodiquement, à la façon américaine.

Les consommateurs pourront ainsi mieux se fier aux variations du taux d'escompte de la banque centrale pour prévoir un ajustement des taux des institutions financières, indique-t-on.

Mouvement des taux

Des porte-parole de la Banque du Canada ont expliqué que si l'ancien taux d'escompte reflétait souvent de façon ponctuelle la volatilité hebdomadaire des marchés financiers, il n'était pas nécessairement utile pour prévoir les mouvements des taux.

Demain, le taux d'escompte passera de 5,41 pour cent, fixé mardi, à 5,50 pour cent. Cette modification reflète simplement l'écart entre le taux d'intérêt à un jour et celui à trois mois et ne signale aucun changement dans l'orientation de la politique monétaire de la Banque du Canada, assure-t-on.

Ce taux de 5,5 pour cent ne variera que si la banque centrale le veut signaler aux institutions financières qu'elles devraient hausser ou abaisser leurs taux.

Depuis mars 1980, le taux d'escompte était fixé à un quart de point de base au-dessus du rendement moyen des bons du Trésor à trois mois du gouvernement fédéral. Mais la banque n'avait aucun contrôle sur ce taux des bons du Trésor, à eux lois du marché.

5,5 pour cent

À partir de demain, la Banque du Canada exercera un contrôle direct sur son taux d'escompte, qui correspondra à la limite supérieure d'une fourchette des taux de financement à un jour - le taux auquel les principaux participants au marché monétaire empruntent et prêtent des fonds à un jour. Ce taux à un jour est déjà utilisé depuis 1994 par les institutions financières comme indicateur des taux.

Actuellement, les taux à un jour varient entre 5,0 et 5,5 pour cent: le taux d'escompte de la banque centrale est donc fixé demain à 5,5 pour cent.

Selon M. Tim Noel, gouverneur adjoint à la Banque du Canada, le taux à un jour a varié toutes les trois semaines l'an dernier - environ 15 fois au total.

Hydro-Québec a deux maladies : sa dette et ses contrats secrets

SUITE DE LA PAGE 1

ne sont pas assez convaincants aux yeux des élus. La voici en substance: les progrès de la gestion ont permis de déterminer de façon plus précise les coûts de revient de l'électricité pour chaque catégorie de clientèle. Une dizaine de méthodes ont été analysées.

Or, toutes ces nouvelles méthodes — plus efficaces que celle retenue jusqu'ici — ont besoin de préciser — font ressortir qu'en 1995, le secteur résidentiel n'a pas contribué à 7,9 % des profits: il a contribué à les amputer.

De 34,7 %, selon celle que désire retenir la société d'État.

C'est dire jusqu'à quel point le secteur résidentiel est choyé, fera-t-il valoir.

Si la nouvelle proposition tarifaire était acceptée intégralement, la contribution au profit du secteur résidentiel en 1996 ne serait pas de plus 17,7 % mais de moins 22,1 %. Si la hausse était

nulle comme en 1995, le chiffre tombe à moins 40,4 %.

Les autres médicaments sont dangereux

Le drame, c'est qu'Hydro ne peut demander un effort accru à ses clientèles institutionnelle et industrielle car elles sont de plus en plus marquées par les distributeurs de gaz et de mazout.

Déjà, ces clientèles avaient abandonné pour la plupart le chauffage à l'électricité, nettement trop cher. C'est aujourd'hui la consommation d'électricité dans leur procédé industriel qui pourrait être remplacée par celle d'hydrocarbures de plus en plus compétitifs, si d'aventure Hydro-Québec se montrait trop gourmande à leur endroit.

Plus ce type de clientèle lui échappera, plus grande sera la ponction tarifaire à exercer sur sa clientèle résidentielle, captive de surcroît. Et alors, des hausses bien supérieures à 4,7 % par année seront à craindre pendant plusieurs années.

La hausse actuelle, plaide M. Martineau, vise à éviter un choc tarifaire à terme pour la clientèle résidentielle.

Il fait valoir qu'une augmentation de 4 \$ par mois de la facture d'électricité est, toutes proportions gardées, bien inférieure à celle de 2 \$ obtenue par Bell dernièrement. Il a raison.

Le président du conseil ne fait pas une religion de mettre fin à l'interfinancement. Historiquement, il a toujours existé. Sauf que, pour la santé d'Hydro-Québec, cet avantage doit diminuer considérablement plutôt qu'augmenter. D'autres hausses du tarif résidentiel supérieures à celles qu'auront à subir ses autres clientèles sont donc à prévoir ou à craindre, c'est selon.

On pourra opposer qu'Hydro-Québec subisse une cure d'amalgamation comme l'État tente de le faire avant de refiler la pilule amère à sa clientèle.

C'est entrer sur le terrain de M. Martineau. Il fera valoir qu'en 1970 « on était 12 012 »

alors qu'aujourd'hui la société compte quelque 20 000 employés. Vingt mille employés pour produire trois fois plus d'énergie et gérer trois fois plus de puissance, voilà ce qu'il appelle un bon gain de productivité. Sans écarter d'autres mesures visant à l'augmenter encore, il faut bien constater que ce ne sera pas suffisant.

Le vice caché

Mais il est un terrain sur lequel M. Martineau reste très mal à l'aise, c'est celui des contrats secrets à partage de risque qui, à eux seuls, représentent un manque à gagner de près de 1,3 milliard depuis 1990.

Y en aura-t-il d'autres ?

M. Martineau qui, au cours de l'entrevue, a répété être un adepte de la transparence pèse alors ses mots et nous renvoie à une phrase de la page 27 du document *L'équilibre énergétique, l'efficacité énergétique et l'hydraulique* qui s'énonce comme suit: « La formule des contrats à partage de risques et bénéfices restera réservée à des projets dont Hydro-Québec peut assumer les risques financiers et qui, compte tenu de leurs impacts, offrent des avantages réels pour le Québec. »

En d'autres termes, il y en aura d'autres si le gouvernement, son actionnaire unique, le veut bien.

Compte tenu de la santé financière déficiente actuelle d'Hydro-Québec, est-ce que Québec Fer et Titane qui détiennent déjà depuis une douzaine d'années un tel contrat de 450 MW pour ses installations existantes pourra en obtenir un autre de plus pour son projet d'agrandissement de 350 millions de dollars récemment annoncé ?

« J'ai été très clair là-dessus, je vous réfère à la page 27 », répond sibyllin M. Martineau.

De combien de nouveaux mégawatts parlons-nous ? Le président du conseil dit ne pas le savoir n'étant pas engagé dans les négociations en cours mais demande à son porte-parole qui assiste à l'entrevue de nous le trouver.

En fin d'après-midi, M. Guy Versailles a rappelé *La Presse* pour l'informer qu'il avait reçu l'ordre de ne rien dire.

« Secret commercial. »

Le ministre titulaire d'Hydro-Québec Guy Chevrette avait fermement dénoncé les contrats secrets lorsqu'il était dans l'opposition. S'apprête-t-il à en autoriser un nouveau, ce qui à terme devrait encore exercer de nouvelles pressions pour augmenter le tarif résidentiel ?

ALCAN ALUMINIUM LIMITÉE

Avis de date de clôture des registres pour l'assemblée annuelle des actionnaires

L'assemblée annuelle des actionnaires aura lieu le mercredi, 24 avril 1996, à 10 heures à la Salle de bal, Château Champlain, 1 Place du Canada, Montréal.

La date de référence pour déterminer les détenteurs d'actions ordinaires de la société ayant droit de recevoir l'avis de convocation à l'assemblée annuelle est le mardi, 5 mars 1996 à la fermeture des bureaux.

P.K. Pal
Secrétaire

Montréal,
le 22 février 1996



Le cœur au féminin

Il faut remettre nos pendules à l'heure. Les maladies du cœur et les artères bloquées ne concernent pas seulement les hommes. Les statistiques démontrent que les femmes sont tout autant menacées. En effet, les maladies cardiovasculaires et les accidents vasculaires cérébraux représentent 40 % des décès chez les Québécoises.



Pour connaître les facteurs de risques, communiquez avec nous.
Tél.: (514) 871-1551
1 800 567-8563

Au cœur de la solution!

Tant qu'il y aura des

RER

...Nous vous offrirons les meilleurs.

LÉVESQUE BEAUBIEN GEOFFRION 1-800-550-TAUX

1773 C-011p2



LEXUS

S'il vous faut plus que des mots pour vous convaincre, voici quelques chiffres.
Financement de location de **2,9 %** 458 \$ par mois*.

La ES 300 1996. Un moteur V6 de 3,0 litres. Un aménagement luxueux. Une garantie de 48 mois, 80 000 km, incluant un service d'assistance routière 24 heures. Voilà en somme, une occasion magnifique d'accéder à la classe Lexus.
Nous avons encore un grand choix de voitures à vous offrir.

GABRIEL LEXUS TOYOTA
3333, chemin Côte-de-Liesse
Saint-Laurent (Québec)
Tél.: (514) 748-7777

SPINELLI LEXUS TOYOTA
561, boul. Saint-Joseph
Lachine (Québec)
Tél.: (514) 634-7171

VIMONT LEXUS TOYOTA
255, boul. Saint-Martin Est
Laval (Québec)
Tél.: (514) 668-2710
1-800-425-2987 (appel provenant de Montréal)

* L'offre s'applique à la location d'une Lexus ES 300 1996 neuve auprès de Toyota Crédit Canada sur approbation du crédit. SUR L'INVESTISSEMENT de 7 500,00 \$, frais de transport et de livraison (900,00 \$), premier versement, taxes applicables et dépôt de sécurité. DURANT LE BAIL: 24 paiements mensuels de 458,00 \$ pour un crédit total de 10 922,00 \$ plus taxes. Limite de 48 000 km. Frais de 0,15 \$ à la kilomètre excédentaire. À LA FIN DU BAIL: option d'achat de 29 732,00 \$ plus taxes applicables. L'offre s'applique aux véhicules en stock chez le concessionnaire partenaire. La disponibilité peut être limitée. L'offre prend fin le 29 février 1996. Votre choix concessionnaire pour plus de détails sur les autres termes de location disponibles.

Tout est prêt pour demain, vous avez pensé à tout. Ce soir, pensez donc un peu à vous.

À Toronto, préparez-vous à faire des affaires à l'hôtel Marriott Eaton Centre.

Lors de votre prochain séjour à Toronto, laissez-nous voir aux petits détails pendant que vous vous attaquez aux choses importantes. Nous sommes tout près du quartier des affaires, au cœur de la ville, donc vous êtes prêt pour tous vos rendez-vous. Et les détails de dernière minute se règlent à temps grâce à nos infrastructures de centre d'affaires. Aussi, nos services d'enregistrement et de règlement rapides vous permettent de respecter votre horaire chargé. Cet hiver, nous vous offrons le tout au tarif corporatif spécial de 119 \$ la nuitée. Et comme vous vous y attendez, l'hospitalité et le service renommés de Marriott sont compris.

Lorsqu'on se sent à l'aise, tout nous réussit.

TORONTO Marriott Eaton Centre

525 Bay Street, Toronto (416) 597-9200
ou téléphonez au 1 800 228-9290

Tarif d'une nuitée et par chambre, taxes non comprises. Offert selon la disponibilité jusqu'au 15 mars 1996 inclusivement. Non disponible pour les groupes. Sujet à changement sans préavis et certaines Annes d'exclusion peuvent s'appliquer.

Relatif, le pouvoir d'achat...

Agence France-Presse
PARIS

■ Un Russe dispose, en termes de pouvoir d'achat, d'un revenu cinq fois inférieur à celui d'un habitant des États-Unis, selon des statistiques publiées par l'OCDE qui, pour la première fois, a établi des données comparables pour les pays riches et 15 nations de l'Europe de l'Est.

Les revenus des habitants des pays de l'Est offrent un pouvoir d'achat bien supérieur à ce que laisse supposer la simple com-

paraison en fonction des taux de change. Bien souvent, souligne l'OCDE, le revenu réel est au moins quatre fois supérieur à celui qui ressort de la simple conversion monétaire.

Ainsi en 1993, un Russe disposait d'un revenu réel de 4 950 dollars alors qu'un Américain pouvait compter sur 24 301 dollars. Un Français gagnait en moyenne près de quatre fois plus qu'un Russe. Et les Turcs étaient à peu près logés à la même enseigne que les Russes.

Dans les 15 pays de l'Europe

de l'Est étudiés par l'OCDE, les habitants de la Slovaquie, de la République tchèque, de la Hongrie et de la République slovaque sont les mieux lotis, en termes de revenus réels.

Ils gagnent en moyenne plus qu'un Turc et s'approchent, pour les Slovaques et les Tchèques en tout cas, du niveau de vie des Grecs. En moyenne, un Slovaque dispose d'un revenu égal à la moitié de celui d'un Français.

Les Russes arrivent au cinquième rang de la liste des pays de l'Est.



PHOTO BERNARD BRAULT, La Presse

Le nom Club Biz va bientôt céder la place à celui de Bureau en gros.

Bureau en gros reprend les baux de Club Biz au Québec

JACQUES BENOIT

■ La division québécoise de *The Business Depot*, Bureau en gros, vient de reprendre les baux des cinq magasins de Club Biz, dont quatre situés à Montréal et le cinquième à Québec, a fait savoir hier cette division.

Club Biz s'était placée, comme on sait, sous le parapluie de la Loi sur la faillite, début janvier, en raison de ses dettes élevées (44 millions de dollars), un seul de ses points de vente, celui de la rue Jean-Talon Est, restant momentanément ouvert.

« Il n'y a plus rien dans les magasins. Il n'y a plus de clients. Il n'y a plus d'employés », disait hier un employé de Club Biz, joint par téléphone au magasin de Chomedey.

La reprise des baux et la signature de ceux-ci se sont faites mardi, « tout est signé », a indiqué hier à *La Presse* M. Yvon Samson, directeur général, pour le Québec et les Maritimes, de Bureau en gros.

L'opération de Bureau en gros, qui affirmait n'être aucunement intéressé par le rachat de Club Biz (matériel informatique et électronique, articles de bureau) en janvier, ne porte que sur les baux.

« D'habitude, c'est des baux de 20-25 ans, selon ce qu'on fait, nous, dans notre routine, explique M. Samson. On n'achète aucun matériel, aucun inventaire. »

Comptant déjà 13 magasins au Québec, dont huit dans l'agglomération montréalaise, Bureau en gros verra ainsi le nombre de ses points de vente passer à 18 en territoire québécois.

Son directeur général ignore toutefois à quel moment aura lieu la réouverture des magasins, sous leur nouvelle raison sociale. « On n'a pas décidé de date encore. On est en train de décider des aménagements. Le deal s'est conclu hier (mardi), signale-t-il.

Les six magasins franchisés de Club Biz (le sixième se trouvait en Ontario) employaient quelque 350 personnes.

Pour sa part, Bureau en gros s'attend à embaucher 200 employés dès l'ouverture de ses points de vente dans les immeubles qu'occupaient ceux de Club Biz. « Un magasin type, c'est entre 40 et 50 personnes, quand on démarre », fait observer son directeur régional.

Les objectifs pour 1996

Leader des chaînes de magasins-entrepôts d'articles de bureaux avec 67 magasins dans l'ensemble du pays, Bureau en gros comptait en ouvrir quatre ou cinq au Québec en 1996.

L'objectif demeure le même, mais sera dans les faits largement dépassé avec la reprise des baux des magasins de Club Biz. « Avec eux, dit M. Yvon Samson, on va se rendre à neuf ou 10 nouveaux magasins. »

La prochaine ouverture prévue, d'un tout nouveau magasin, celui-là à Chicoutimi, doit se faire le 30 mars, avec, faut-il dire, un retard d'un an par rapport à ce qu'étaient au départ les intentions de la chaîne.

La stratégie : les points de vente, auxquels les clients doivent pouvoir se rendre en une quinzaine de minutes, sont immanquablement situés dans des secteurs comptant de nombreuses PME.

« On est en négociations continues, fait remarquer son directeur régional. A Chicoutimi, on devait ouvrir en 1995, et on a un an de retard. Vous voyez le genre de complications qu'on peut avoir. »

Société canadienne au départ, *The Business Depot*, qui a son siège social à Markham, en Ontario, a été rachetée à l'été 95 par Staple, de Farmingham, au Massachusetts.

Les fondateurs de Club Biz, d'anciens dirigeants de Steinberg, MM. Irving Ludmer, Arnold Steinberg et William Cleman, avaient ouvert le premier magasin de la chaîne en 1991.

Ce matin, à St-Bruno, M. Legault a investi 5 000 \$ sur les marchés asiatiques.

Ensuite, il s'est servi un petit déjeuner.



Lévesque Beaubien Geoffrion
Nous gérons les placements les plus importants au monde: les vôtres!

Placer votre argent à l'étranger n'est plus un geste particulièrement audacieux: c'est une façon incontournable de bien diversifier vos placements. Après tout, le Canada offre à peine 3% des occasions de placement au monde!

Il n'a jamais été aussi facile de placer votre argent à l'étranger. Il vous suffit d'appeler l'un de nos conseillers en placement, qui vous proposera rapidement une approche adaptée à vos besoins. Appelez-nous et partez à la conquête du monde. — pourquoi pas durant la pause-café?

1-800-550-TAUX

LÉVESQUE
BEAUBIEN
GEOFFRION

Maintenant sur Internet!
La source d'information la plus complète sur le RER:
<http://www.lbg.ca>

1773 C-015p3

Jeux et simulations

Découvrez comment rendre vos cours dynamiques, intéressants et efficaces!

Mettez au défi votre créativité, apprenez à concevoir et animer des jeux éducatifs, simulations et jeux de rôles

Animateur : Gilles Chamberland, (M.A. Technologie éducationnelle)
Plus de 12 ans d'expérience en animation et conception de cours.
Auteur de plusieurs jeux éducatifs, de livres et d'articles sur la formation.

Dates : 13, 14 et 15 mars
Coût : 885 \$ (réduction 5% si payé 30 jours avant le début du cours)
Endroit : 5250, boul. Décarie, bureau 130, Montréal (Qc) H3X 2H9

Les places sont limitées, réservez dès maintenant au (514) 485-3392

ERGON
Cabinet Conseil

INOUBLIABLE!

LE RESTAURANT MILOS VOUS OFFRE UN DÉJEUNER D'AFFAIRES TOUS LES MIDIS, AVEC TABLE D'HÔTE.

LA MÊME CUISINE MÉDITERRANÉENNE DÉLICIEUSE ET SAINE QUI A CONQUIS LES MONTRÉALAIS EST MAINTENANT OFFERTE LE MIDI.

UNE QUALITÉ SANS COMPROMIS ET LES PRIX DU MIDI.

RESTAURANT MILOS
5357, AV. DU PARC, MONTRÉAL
(514) 272-3522

2 COMPLEXES MULTI-RÉSIDENTIEL À VENDRE

<p>COMPLEXE RÉSIDENTIEL DE 112 UNITÉS</p> <p>Situé dans la ville de Pierrefonds, Québec</p> <p>Près de l'autoroute 13</p> <p>4 immeubles de 3 étages de 28 unités avec balcon</p> <p>Structure de béton avec finition extérieure en briques et en stuc</p> <p>Propriétés bien entretenues</p> <p>Revenu brut potentiel : 666 000 \$</p> <p>Inoccupation : 5.0 %</p> <p>PRIX DEMANDÉ : 2 900 000 \$</p>	<p>COMPLEXE RÉSIDENTIEL DE 131 UNITÉS</p> <p>Situé dans la ville de Pierrefonds, Québec</p> <p>Près de la Transcanadienne</p> <p>9 immeubles de 3 étages avec balcon</p> <p>Structure de bois avec finition de briques et de métal</p> <p>Propriétés bien entretenues</p> <p>Revenu brut potentiel : 849 780 \$</p> <p>Inoccupation : 3.0 %</p> <p>PRIX DEMANDÉ : 3 900 000 \$</p>
--	--

POUR PLUS D'INFORMATION, VEUILLEZ COMMUNIQUER AVEC :

KEVLAR

INVESTISSEMENTS IMMOBILIERS KEVLAR INC. COURTIER IMMOBILIER AGRÉÉ
RENÉ BELLERIVE, A.A.C.I., F.R.I. TÉLÉPHONE (514) 393.8858 FAX (514) 393.3241

DIVIDENDES				
Émetteur	Émission	Clôt. des reg.	Paiement	Taux
Mitel Corporation	Priv., conv., rachat, à div. cum. 2,00 \$, sér. R & D 1983	15 mars	30 mars	0,50 \$
United Dominion Industries Ltd. Les compagnies	Ordinaires	1 ^{er} mars	29 mars	0,05 \$ US
Reed Stenhouse Limitée	Spéciales, cat. 1	1 ^{er} mars	29 mars	0,035 \$

MONTREAL TRUST
MEMBER OF THE CANADIAN FINANCIAL INSTITUTIONS ASSOCIATION

Quand vous verrez une souffleuse cet hiver, ce sera dans votre rétroviseur.

La Audi quattro A4.

Location à partir de: **559\$*** PAR MOIS

*Bail de 30 mois offert aux clients admissibles par V.C.I. Acompte de 4 999 \$. 1^{re} mensualité de 559 \$. et dépôt remboursable de 650 \$. Transport et préparation inclus, taxes en sus. Limite de 50 000 km. Frais de 10¢ le kilomètre excédentaire.

Automobiles E. Lauzon
1384, boul. Labelle, Blainville
Tél.: (514) 430-1460

APPEL DE PROPOSITIONS ÉVALUATION IMMOBILIÈRE

La Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) désire obtenir des services professionnels en évaluation immobilière pour des immeubles résidentiels de 1 à 6 unités, situés dans la région métropolitaine de Montréal, incluant le territoire de la rive-sud.

Les propositions cachetées clairement identifiées quant au contenu et adressées au directeur des propriétés immobilières seront acceptées jusqu'à 14 h 00, le 8 mars 1996.

Les documents de soumission peuvent être obtenus à l'adresse indiquée ci-après au coût de 15 \$ (chèque visé ou comptant) non remboursables.

La SCHL ne s'engage à retenir ni la plus basse ni aucune des propositions.

Les propositions doivent être adressées à :

Société canadienne d'hypothèques et de logement
Directeur des propriétés immobilières
1111, Saint-Urbain, bureau 201
Montréal (Québec) H2Z 1Y6

Pour toute information : Tél. : (514) 283-8383
Télé. : (514) 283-5321

La SCHL collabore avec tous les paliers du gouvernement, l'industrie et la société afin d'aider les Canadiens à se loger.

SCHL 50 CMHC
Question habitation, comptez sur nous

Canada

Le Fonds de la FTQ ne veut pas renoncer à ses crédits d'impôts

Ces crédits créent de l'emploi, soutient Clément Godbout, président de la FTQ

PAUL DURIVAGE

■ Préoccupée par la dette publique et la fiscalité mais encore davantage par la mise en échec au chômage, la FTQ n'est pas prête à renoncer aux crédits d'impôts accordés à son Fonds de solidarité pour contribuer à rétablir la situation budgétaire du Québec.

« Ces crédits d'impôts sont généreux, c'est vrai. Mais il n'y a pas de programmes d'aide économique aussi productif. Que crée-t-on comme emploi quand on investit dans un REER dont 20% va à l'étranger? » a affirmé le président de la FTQ, M. Clément Godbout, au cours d'une rencontre avec *La Presse*.

Une étude de 45 000 \$

Le Fonds de solidarité des travailleurs du Québec est non seulement un instrument de création d'emplois important, mais il s'est aussi révélé un levier économique peu coûteux pour les gouvernements, a rappelé M. Godbout. Selon un rapport de l'INRS-Urbanisation commandé par le Fonds et qui a coûté 45 000 \$, il faut moins de trois ans et demi au gouvernement pour recouvrer les coûts fiscaux du programme.

En plus de la déduction habituelle accordée en vertu d'un placement REER, les fonds de solidarité bénéficient de deux alléchants crédits d'impôt de 20% chacun du montant investi. Les déductions fiscales accordées aux actionnaires du fonds coûtent annuellement 56 millions \$ au Trésor québécois et autant à Ottawa.

« Le problème, ce n'est pas le Fonds FTQ. Ce sont les petits fonds qui poussent comme des champignons à travers le pays sans assurer de retombées économiques », dit le président de la FTQ. Aucune allusion ici au nouveau fonds de la CSN qu'il considère, somme toute, comme une saine concurrence sur le plan de la création d'emplois comme du rendement.

M. Godbout a demandé au ministre fédéral des Finances, M. Paul Martin, de « mettre des critères pour voir quels sont les fonds sérieux ». Ces conditions devraient être, selon lui, les mêmes qui guident la gestion du Fonds FTQ au Québec, soit : être administré par les travailleurs, faire de la formation économique et investir 60% des sommes recueillies dans le capital de risque.

Bientôt le cap des 2 milliards

Les généreux crédits d'impôt des fonds de solidarité sont alloués en guise de compensation au risque que les investisseurs doivent assumer, a-t-il rappelé.

Le Fonds FTQ prévoit atteindre bientôt le cap des 2 milliards de dollars d'actif. Le populaire fonds syndical a demandé au gouvernement du Québec d'amender sa loi constitutive pour pouvoir investir plus de 5% de son avoir dans des titres de grandes entreprises.

La FTQ fonde beaucoup d'espoir dans la révision de la fiscalité et le prochain sommet économique pour remettre le Québec au travail. Le puissant syndicat tient lui-même un discours nouveau quant à la part des grandes entreprises au Trésor.

« C'est fini de dire 'Faisons payer les riches', lance Henri Massé, secrétaire général de la FTQ. Il n'y a pas tant de marge de manoeuvre auprès de nos entreprises si l'on compare avec l'Ontario ». La direction de la FTQ considère néanmoins que le « milieu de la finance a sa part à faire ».

La FTQ, qui souhaite un nouveau pacte social avec le patronat et le gouvernement, rencontrera récemment la Chambre de commerce du Québec et l'Association des manufacturiers du Québec pour en jeter les premiers jalons. Sa démarche la conduira bientôt chez le Conseil du patronat.

Econo-flashes

AVENOR RENONCE À PACIFIC FOREST

L'offre d'achat d'Avenor, à 21 \$ comptant par action, pour les actions de Pacific Forest Products est expirée. L'offre était conditionnelle, entre autres, au dépôt avant 17 h avant-hier, d'au moins 90 % des actions ordinaires en circulation de Pacific Forest Products...

FCBI ET HEURES SUPPLÉMENTAIRES

Le gouvernement causerait des torts irréparables à l'économie québécoise s'il forçait les entreprises à réduire les heures de travail, selon un rapport rendu public hier par Pierre Cléroux, vice-président de la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante. « Une étude basée sur des données recueillies auprès de Statistique Canada démontre clairement que le recours aux heures supplémentaires ne met pas un frein à la création d'emploi... »

NORANDA LORNE BRENDA MINES

Noranda a l'intention de faire une offre en vue d'acquiescer toutes les actions ordinaires détenues par le public de sa filiale, Brenda Mines, dans une transaction estimée à environ 24 millions. La société diversifiée dans le domaine des ressources naturelles détient 3,73 millions d'actions ordinaires ou 76,5 % des actions de Brenda.

FUSION VIDÉO 30 ET INTELLIA

Deux entreprises québécoises ont décidé d'unir leurs forces dans le vaste marché ouvert de la communication et de l'auto-routage électronique. Il s'agit de Productions Vidéo 30 et d'Intellia Productions, spécialiste de la production de documents multimédias interactifs et de sites Web.

OUVERTURE DE LA VOIE MARITIME

Les sections principales de la Voie maritime du St-Laurent ouvriront à la navigation le 2 avril. Les administrateurs de la Voie maritime anticipent un achalandage considérable sur le tronçon compris entre Montréal et le lac Ontario et celui du canal Welland.

IMAGE BUZZ AUX ÉTATS-UNIS

Groupe Image Buzz, entreprise spécialisée dans la post-production vidéo et les effets visuels pour le cinéma et la publicité, inaugurerait cette semaine à Santa Monica, Californie, le nouveau studio de production de BUZZ F/X, une filiale à part entière de l'entreprise montréalaise.

PLACEMENT SILVER ET AGNICO-EAGLE

Silver Century Explorations a conclu une entente de placement privé avec Agnico-Eagle en vertu de laquelle Silver Century, moyennant l'approbation des organismes de réglementation, vendra 400 000 actions ordinaires à Agnico pour un produit total d'un million.

NOUVEAUX PRODUITS D'IBM

IBM lançait hier une large gamme de matériels, de logiciels et de services capables d'aider les clients à exploiter au maximum la puissance d'Internet en facilitant l'accès aux grands volumes de données stockées sur ce réseau.

SIRIOS DÉCOUVRE DU ZINC

Ressources Sirios vient de découvrir du zinc par forage sur sa propriété Escala située à la Baie-James. Le forage E-5 a recoupé une formation de fer minéralisée en pyrrhotite et sphalérite titrant 3,5 % de zinc sur 1,5 mètre.

CONTRAT À LA FIRME ACTON

L'Armée suédoise et le service de la Défense civile ont accordé cette semaine des commandes totalisant dix millions CAN à la compagnie de caoutchouc québécoise Acton International, à Acton Vale.

PIERRE BELLEMARE

OPT TR-CDA (Trans.)

Table of stock market data for various companies, including TSE 35 Index, Agnico-Eagle, Barrick Gold, and others. Columns include company name, volume, price, and change.

La bourse en bref

Summary of market performance for Montreal and Toronto. Includes volume, indices, and top performing stocks. Montreal volume: 18 750 000; Toronto volume: 88 277 000.

NEW YORK

Summary of New York market performance, including volume and indices.

NASDAQ

Summary of NASDAQ market performance, including volume and indices.

Les devises

Table of exchange rates for various currencies including US Dollar, Canadian Dollar, Euro, and others.

Les métaux

Table of metal prices for commodities such as Gold, Silver, and various grades of Copper.

Table of stock market data for various companies and sectors, including columns for company names, prices, and changes.

ALBERTA STOCK MARKET

Table of stock market data for Alberta, listing various companies and their market performance.

ONTARIO STOCK MARKET

Table of stock market data for Ontario, listing various companies and their market performance.

QUEBEC STOCK MARKET

Table of stock market data for Quebec, listing various companies and their market performance.

Les obligations

Table of bond market data, listing various bonds and their yields.

Les titres au comptant

Table of over-the-counter market data, listing various securities and their prices.

Le dollar

Table of foreign exchange rates, listing various currencies and their values.

Les bourses étrangères

Table of international stock market data, listing various foreign markets and their performance.

VANCOUVER STOCK MARKET

Table of stock market data for Vancouver, listing various companies and their market performance.

Options sur l'indice S & P 100 à Chicago

Table of S&P 100 index options data, listing various contracts and their prices.

PRIX DE LIVRÉ ACHATS

Table of commodity prices, listing various goods and their market values.

Le pétrole

Table of oil market data, listing various oil products and their prices.

Les rapports financiers express

COMPAGNIES	PROFITS (PERTES) (\$000)			REVENUS BRUTS (\$000)		
	Courant	L'an dernier	Variation	Courant	L'an dernier	Variation
Résultats en dollars canadiens						
Agnico-Eagle Mines (mines) Tor. Ont. année 31 déc.	20 617	13 940	+47,90%	88 344	76 562	+15,39%
Alliance Comm. (communications) Tor. Ont. année 31 déc.	5533	9129	-39,39%	201 174	143 968	+39,74%
Banister Foundation (construction) Scarborough, Ont. année 31 déc.	529	4 691	-88,72%	668 304	527 452	+26,70%
Bovair Inc. (insurances) Cal. Alb. année 31 déc.	10 800	7 100	+52,11%	93 800	80 500	+16,52%
CSA Management (mines) Tor. Ont. année 31 déc.	(972)	4 756	-	(184)	5 831	-
Dart Industries (soc. de gestion) Tor. Ont. année 31 déc.	26 232	(704)	-	87 052	76 878	+13,23%
George Weston (alimentation) Tor. Ont. année 31 déc.	190 000	117 000	+62,39%	12 966 000	13 002 000	-0,28%
Goldcorp Inc. (mines) Tor. Ont. année 31 déc.	(3 800)	30 600	-	125 600	140 900	-10,86%
Great Lake Power (serv. public) Tor. Ont. année 31 déc.	97 100	96 100	+1,04%	279 700	261 100	+7,12%
Jannock Ltd (alimentation) Tor. Ont. année 31 déc.	19 700	27 700	-28,88%	1 148 200	932 000	+23,20%
Le Groupe Consoltech (textile) Mont. Qué. année 31 déc.	6 970	60	+11516,67%	448 882	385 923	+15,80%
Leon's Furniture (dist. de meubles) Tor. Ont. année 31 déc.	17 258	16 767	+2,93%	282 503	268 693	+5,14%
Lexam Exploration (mines et pétrole) Cal. Alb. année 31 déc.	(2 793)	(195)	-	414	65	+536,92%
Résultats en dollars américains						
Fluor Inc. (génie conseil) Irvine, Cal. 1er trim. 31 janv.	57 400	50 300	+14,12%	2 402 400	2 059 600	+16,64%
Long Drug Stores (pharmacies) Walnut Creek, Cal. année 31 déc.	46 228	48 731	-5,14%	2 644 376	2 558 269	+3,37%
Lowe's Cos. (construction) North Wilkesboro, NC année 31 janv.	226 027	223 560	+1,10%	7 075 442	6 110 521	+15,79%
Masco Corp. (consommations) Taylor, Mich. année 31 déc.	(441 680)	193 700	-	2 927 000	2 583 000	+13,32%

Les taux d'intérêt

BANQUES	DÉPÔTS À COURT TERME					DÉPÔTS À LONG TERME					HYPOTHÈQUES RÉSIDENIELLES										
	Min.	60j.	90j.	120j.	180j.	Min.	1 an	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans	Var.	6 m. o.	6 m. f.	1 an o.	1 an f.	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans	
B. HongKong du Canada	5,000	4,00	4,00	4,00	4,00	1,000	4,00	4,50	5,00	5,38	5,63	7,00	7,00	6,50	7,70	6,50	6,75	7,25	7,50	7,80	
B. Nationale du Canada	1,000	3,75	3,75	3,75	3,75	1,000	4,00	4,50	5,00	5,25	5,63	-	7,00	6,50	7,70	6,50	6,75	7,25	7,50	7,80	
B. République Nat. de Hy	50,000	4,45	4,50	4,50	4,50	50,000	4,90	5,15	5,50	5,80	6,20	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Banque Comm. Italienne	5,000	4,00	4,00	4,00	4,00	1,000	4,25	4,88	5,25	5,50	5,75	-	7,00	6,50	7,70	6,50	6,75	7,25	7,50	7,80	
Banque Laurentienne	10,000	4,00	4,00	4,00	4,00	1,000	4,00	4,50	5,00	5,25	5,63	-	7,00	6,50	7,70	6,50	6,75	7,25	7,50	7,80	
Banque Nationale de Grèce	5,000	4,00	4,25	4,25	4,50	1,000	4,50	4,50	5,00	5,50	5,88	-	7,00	6,75	7,70	6,50	6,75	7,25	7,50	7,88	
Banque Royale	5,000	4,00	4,00	4,00	4,00	500	4,00	4,50	5,00	5,25	5,63	7,00	7,00	6,50	7,70	6,50	6,75	7,25	7,50	7,80	
Banque Scotia	5,000	4,00	4,00	4,00	4,00	500	4,00	4,50	5,00	5,25	5,63	7,00	7,00	6,50	7,70	6,50	6,75	7,25	7,50	7,80	
Banque Toronto Dominion	5,000	4,00	4,00	4,00	4,00	1,000	4,00	4,50	5,00	5,25	5,63	7,00	-	6,50	7,70	6,50	6,75	7,25	7,50	7,80	
Banque de Montréal	5,000	4,00	4,00	4,00	4,00	1,000	4,00	4,50	5,00	5,38	5,63	7,25	7,00	6,50	7,70	6,50	6,75	7,25	7,50	7,80	
Féde des Caisses de Mt	2,000	-	-	-	4,25	1,000	4,00	4,50	5,00	5,25	5,63	-	7,00	6,50	7,70	6,50	6,75	7,25	7,50	7,80	
CIBC	5,000	4,00	4,00	4,00	4,00	1,000	4,00	4,50	5,00	5,38	5,63	7,00	7,00	6,50	7,70	6,50	6,75	7,25	7,50	7,80	
FIDUCIARIES																					
Canada Trust	5,000	4,00	4,00	4,00	4,00	1,000	4,00	4,50	5,00	5,25	5,63	7,00	7,00	6,50	-	6,50	6,75	7,25	7,50	7,80	
Fiducie Cdn. Italienne	5,000	4,25	4,25	4,25	4,25	1,000	4,50	4,75	5,25	5,75	6,00	-	7,00	6,50	7,95	6,50	6,75	7,25	7,50	7,80	
Fiducie Desjardins	5,000	4,00	4,00	4,00	4,25	1,000	4,00	4,50	5,00	5,25	5,63	-	7,00	6,50	7,70	6,50	6,75	7,25	7,50	7,80	
Fiducie Métropolitaine	5,000	4,00	4,00	4,00	4,00	1,000	4,00	4,50	5,00	5,38	5,63	-	7,00	6,50	7,70	6,50	6,75	7,25	7,50	7,80	
Fiducie SunLife	10,000	4,00	4,13	4,13	4,13	1,000	4,75	5,00	5,38	5,75	6,00	-	7,00	6,50	7,70	6,50	6,75	7,25	7,50	7,75	
Groupe Investors	0	-	-	-	-	1,000	4,00	4,50	5,00	5,25	5,63	-	7,00	6,50	7,70	6,50	6,75	7,25	7,50	7,80	
Groupe La Mutuelle	0	-	-	-	-	0	-	-	-	-	-	-	-	6,50	7,70	6,50	6,75	7,25	7,50	7,80	
La Maritime	0	-	-	-	-	5,000	4,00	4,25	4,63	5,00	5,63	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
London Life	2,500	-	-	-	-	10,000	4,00	4,50	5,00	5,25	5,63	-	7,00	6,50	7,70	6,50	6,75	7,25	7,50	7,80	
Montréal Trust	5,000	4,00	4,00	4,00	4,00	500	4,00	4,50	5,00	5,25	5,63	7,00	7,00	6,50	7,70	6,50	6,75	7,25	7,50	7,80	
Trust Général	1,000	3,75	3,75	3,75	3,75	1,000	4,00	4,50	5,00	5,25	5,63	-	7,00	6,50	7,70	6,50	6,75	7,25	7,50	7,80	
Trust Bonaventure	5,000	4,13	4,13	4,13	4,13	1,000	4,50	4,88	5,25	5,75	6,00	-	7,00	6,50	7,70	6,50	6,75	7,25	7,50	7,80	
Trust Capital	5,000	4,38	4,38	4,50	4,50	5,000	4,80	5,05	5,55	5,85	6,15	-	8,75	-	-	-	-	-	-	-	
Trust National	1,000	4,00	4,00	4,00	4,00	500	4,00	4,50	5,00	5,25	5,63	-	7,00	6,45	7,70	6,45	6,75	7,25	7,50	7,75	
Trust Prêt et Revenu	5,000	4,13	4,13	4,13	4,13	500	4,00	4,50	5,38	5,38	5,63	-	7,00	6,50	7,70	6,50	6,75	7,25	7,50	7,80	
Trust Royal	5,000	4,00	4,00	4,00	4,00	1,000	4,00	4,50	5,00	5,25	5,63	-	7,00	6,50	7,70	6,50	6,75	7,25	7,50	7,80	
Trust La Laurentienne	3,000	4,00	4,00	4,00	4,00	1,000	4,00	4,50	5,00	5,25	5,63	-	-	-	-	-	-	-	-	-	

Les taux sont fournis par les services financiers Canex. Les données sont recueillies le mercredi matin. Les abréviations suivantes sont: 'j.' = jour, 'Min.' = placement minimum, 'm.' = mois, 'o.' = hypothèque ouverte, 'f.' = hypothèque fermée, 'r' = dépôts rachetables.

Fusion des constructeurs aéronautiques Dassault et Aérospatiale

Le gouvernement français a lancé hier le processus de fusion des constructeurs aéronautiques Dassault et Aérospatiale. Cette mesure s'inscrit dans la vaste restructuration de l'industrie de défense décidée par le président de la République Jacques Chirac. Le gouvernement Juppé souhaite donc que soit étudié « un rapprochement stratégique, industriel et financier » entre les deux sociétés, « dans le but de constituer un groupe unique avant deux ans ». Un « comité de pilotage » réunissant les deux entreprises devra proposer, d'ici le 30 juin, les modalités d'un tel rapprochement.

**3 derniers jours
Une prime Clinique
chez Eaton.**

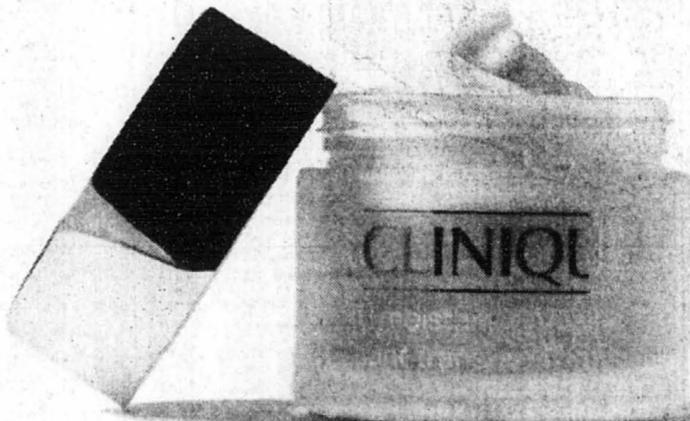


La prime «Double avantage» Clinique :

- une lotion clarifiante n° 2, 60 ml
 - une lotion hydratante «Tellement différent» 20 ml
 - un fard à joues «Plum Gorgeous»
 - un rouge à lèvres réhydratant «Ginger Flower»
 - un «Baume Douceur» pour le corps «Aromatics Elixir» 30 ml
 - un pinceau à lèvres
 - le tout offert dans une jolie trousse à maquillage Clinique.
- Votre, sans autres frais, à l'achat de 19 \$ ou plus de produits Clinique. Une prime par personne. En vigueur jusqu'au 25 février 1996. (Sauf les produits «Aromatics Elixir»)

Vendus à ou par tous les magasins Eaton. Rayon des produits de beauté, 313.

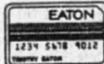
Venez ou composez : **284-8484**



«Hydratant trans-actif immédiat»

Le soin que réclame toute peau soumise aux rigueurs de l'hiver. Dresse une saine barrière hydratante, contribuant ainsi à assurer à votre épiderme hydratation, fermeté et confort. Aide à protéger des dommages environnementaux. Votre peau paraîtra plus douce, plus lisse et hydratée en profondeur. Soumis à des tests d'allergie et non parfumé. Offrez à votre peau ce dont elle a besoin. 50 ml **42 \$**

Aussi offert : «Bâton-duo pour les yeux» 19 \$



Eaton. On veut être votre magasin.

8 7 5 - B e l l

**Le service
InfoBref Bell**

Le téléphone le plus lu... Le quotidien le plus écouté!

Service rapide GRATUIT* accessible 24 heures sur 24, 7 jours par semaine, à l'aide d'un téléphone Touch-Tone™.

Pour entendre le contenu de ces différentes rubriques, composez le 875-2355. Puis, au son de la voix, composez le code à trois chiffres correspondant à la rubrique choisie. Pour sortir rapidement de l'une de ces rubriques, faites le 33 puis, au son de la voix, appuyez sur le 9. Vous pourrez alors choisir une autre rubrique.

* Dans la zone d'appel locale seulement.

Nouvelles en bref

- La Une: 110
- Nouvelles locales: 120
- Nouvelles sportives: 130
- Nouvelles économiques: 140
- Nouvelles nationales et internationales: 150
- Arts et spectacles: 160
- En primeur: 170

- Éditoriaux 210
- Question du jour 220
- Question sportive du jour 230

NOUVEAU

Commentaires aux chroniqueurs de La Presse

- Claude Picher 241
- Réjean Tremblay 242
- Pierre Foglia 243

Info-Affaires™ Bell

- À surveiller cette semaine: 311
- Causeries et conférences d'affaires: 321
- Perfectionnement en gestion: 331
- Finance et comptabilité: 341
- Marketing, communication, vente et service à la clientèle: 351
- Production, qualité, environnement et technologie: 361
- Ressources humaines et formation: 371
- Informatique: 381

Questions d'affaires Réponses d'affaires

5 choix de chroniques disponibles: ... 410

Résultats de la loterie

- 6/49: 411
- Lotto Super 7: 412
- Sélect 42: 413
- Banco: 414
- La Quotidienne: 415

Bulletins météorologiques d'Environnement Canada

- Région de Montréal: 421
- Prévisions à long terme (Montréal): 422
- Estrie, Québec, Laurentides: 423
- Villes canadiennes: 424
- Villes américaines: 425

Produits et services de Bell... 520

Téléconférence et vidéoconférence: ... 530

Services de La Presse

- Service des abonnements: 610
- Annonces classées: 620
- Publicité: 630
- Rédaction: 640
- Information sur les concours: 650
- Renseignements généraux: 660

INFO-ARTS Bell

- À surveiller cette semaine: 710
- Danse: 720
- Musique et art lyrique: 730
- Théâtre: 740
- Variétés et humour: 750
- Expositions et musées: 760
- Service personnalisé (accès direct): ... 770

Abonnés de Bell Mobilité composez sans frais *Bref

La Presse

Bell